



Tandis qu'au Maroc on joue Shakespeare au naturel, on affiche, en France, « Les affaires sont les affaires ».

Tout étant relatif, il faut se réjouir de cette différence de programme : les généraux de l'immobilier ne tirent,

eux, qu'avec des chèques.

Il reste que, sous de précédentes républiques, ni plus ni moins vertueuses, nous aurions déjà compté quelques morts politiques. Alors qu'aujourd'hui des hommes notoirement compromis, par cupidité ou par légèreté, et d'autres en danger de l'être bientôt, continuent de représenter « le peuple ».

Sans demander le châtement des pécheurs, ni même leur acte de contrition, on pourrait au moins s'attendre que, par simple mesure d'hygiène, les plus hauts responsables du parti auquel ils appartiennent les incitent à rentrer dans l'ombre avant d'y être mis. La pollution du pouvoir par l'argent sale n'est pas plus saine pour un régime que l'empoisonnement des rivières. Mais le monde politique, fondu dans les tiédeurs émoullientes de l'été, est en vacances ou s'y prépare. C'est la trêve des baigneurs.

Du côté du public, la fraction frileuse de l'opinion éprouve, pourrait-on croire à lire sa presse, une crainte consciente ou inconsciente devant les répercussions possibles de scandales qui saperaient les fondations du parti au pouvoir. Si en tirant le bout du fil toute la bobine venait, qu'y aurait-il après ?

Du côté des giscardiens, on fait remarquer que les parlementaires républicains indépendants ne frayent pas, eux, avec l'immobilier. Quand on y possède hôtel particulier, c'est de famille.

Du côté de l'opposition, où l'on semble avoir perdu la langue, on compte que l'on a bien le temps et que nous sommes seulement au début d'une série de révélations.

En attendant, le sentiment se propage, dangereux pour tous, que les seuls prix qui baissent depuis ces derniers jours sont ceux des députés proches du pouvoir. Ce n'est pas ainsi, on peut le craindre, que l'on réconciliera les jeunes électeurs avec la démocratie parlementaire.

**FRANÇOISE GIROUD**